

4.2 Auteurs selon l'âge

En 2019, 1,2 million de personnes ont été **mis en cause** par les forces de sécurité pour un crime ou un délit. En moyenne de 1,8 %, le nombre de mis en cause rapporté à la population évolue avec l'âge ► **figure 1**. Faible parmi les 10-14 ans (1,3 %), il culmine à 5,7 % chez les 15-19 ans et 4,6 % chez les 20-24 ans. Ensuite, il diminue régulièrement, passant sous la barre des 2 % à partir de 45 ans et sous celle de 1 % à 55 ans. En trois ans, la proportion des moins de 30 ans mis en cause a diminué de 3 points, pour s'établir à 53 % en 2019. De manière générale, si le nombre de mis en cause a augmenté de 3,6 % entre 2016 et 2019, cette hausse concerne les 30 ans ou plus (+ 10,1 %), mais pas les moins de 30 ans (- 1,7 %). Pour autant, les mis en cause restent jeunes : la moitié a moins de 28 ans, un quart moins de 19 ans.

Selon l'âge, les personnes ne sont pas impliquées dans les mêmes faits ► **figure 2**. Les moins de 15 ans le sont principalement pour des vols (28 %), des atteintes physiques (25 %) ou des atteintes sexuelles (10 %). 23 % des mis en cause de 15-30 ans le sont pour infraction à la législation sur les stupéfiants, second poste derrière les vols (27 %). À partir de 30 ans, la part des vols et des infractions liées aux stupéfiants se réduit tandis que s'élève celle des atteintes à la famille (pour atteindre 8 % chez les 40-49 ans) et celle des escroqueries (pour atteindre 16 % chez les 60-69 ans). De même, avec l'âge, les atteintes physiques, sexuelles et les autres atteintes à la personne (menaces, injures, etc.) repartent à la hausse, justifiant la mise en cause de respectivement 22 %, 8 % et 20 % des 70 ans ou plus.

En 2019, les affaires traitées par les parquets ont concerné 1,9 million d'**auteurs**, soit un chiffre supérieur à celui des mis en cause par les forces de sécurité car intégrant notamment un champ plus large d'infractions, incluant le contentieux routier, les contraventions de 5^e classe et les affaires provenant d'autres services verbalisateurs (inspecteurs du travail, des finances, etc.). Ainsi, le profil des auteurs

par infraction diffère : devant les parquets, 21 % des auteurs sont impliqués dans une infraction routière (27 % parmi les 20-29 ans).

Après premier examen, 28 % des auteurs ont été considérés comme **non poursuivables** par les parquets, principalement en raison d'une infraction reprochée non ou mal caractérisée ► **figure 3**. Cette proportion varie selon l'âge : de 24 % chez les moins de 15 ans et de 19 % chez les 15-29 ans, elle augmente à partir de 30 ans pour atteindre 36 % chez les 60 ans ou plus.

90 % des **auteurs poursuivables** ont reçu une **réponse pénale** qui varie selon l'âge. 6 mineurs sur 10 font l'objet d'une **mesure alternative** qui permet, notamment, d'éviter un procès tout en assurant la réparation du dommage causé. Les majeurs sont davantage poursuivis (60 %), à l'exception des 60 ans ou plus (42 %). Conformément au code de procédure pénale, les mineurs poursuivis sont renvoyés devant le juge des enfants dans plus de 90 % des cas, les majeurs devant le tribunal correctionnel dans 90 % des cas.

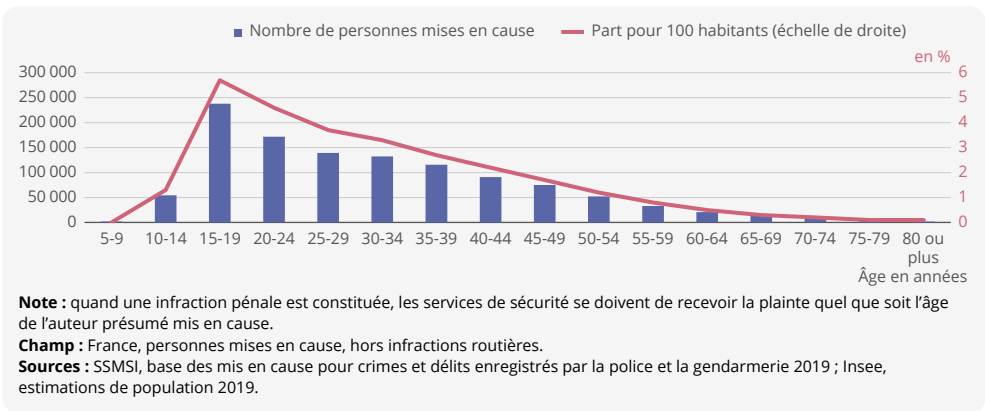
En 2019, 562 700 condamnations ont été prononcées par les tribunaux. À la faveur d'une législation spécifique qui prévoit la primauté de l'éducatif sur le répressif, 6 mineurs sur 10 sont condamnés à des mesures ou sanctions éducatives, peines également prononcées à l'encontre des 18-20 ans pour des faits commis avant 18 ans. Entre 20 et 60 ans, l'emprisonnement, avec ou sans sursis, devient la peine majoritaire, et la part de l'emprisonnement ferme augmente jusqu'à 40 ans. Dans le même temps, la part des amendes progresse (35 % chez les 20-59 ans, 42 % chez les 60 ans ou plus).

La nature des peines fixées résulte de celle des infractions commises, mais aussi de l'état de **récidive légale** ou de **réitération**, différent selon l'âge. En 2019, 40 % des condamnés sont en état de récidive ou réitération ; cette part s'élève à 49 % parmi les 20-29 ans et 44 % parmi les 30-39 ans, âges où l'emprisonnement ferme est le plus prononcé. ●

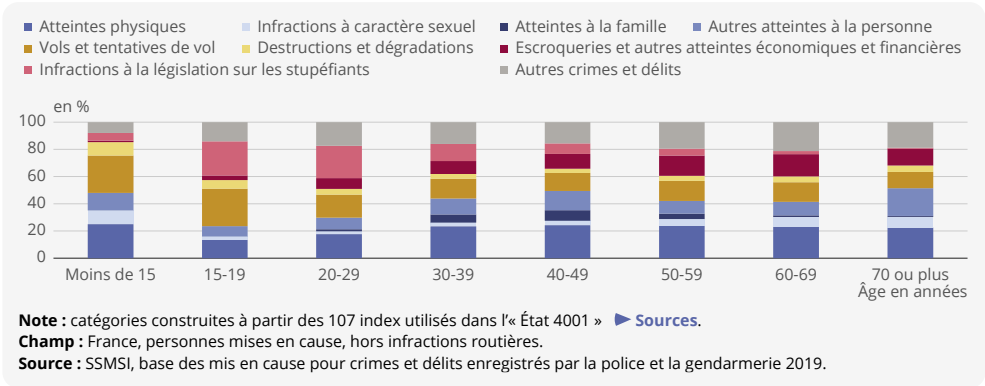
► Définitions

Mis en cause, auteur non poursuivable, auteur poursuivable, réponse pénale, mesure alternative, récidive légale, réitération : voir *Glossaire*.

► 1. Personnes mises en cause par les services de sécurité selon l'âge, en 2019



► 2. Personnes mises en cause par les services de sécurité selon la nature du crime ou délit et l'âge, en 2019



► 3. Auteurs dans les affaires traitées par les parquets selon l'âge, en 2019

	Moins de 15 ans	15-17 ans	18-19 ans	20-29 ans	30-39 ans	40-59 ans	60 ans ou plus	Ensemble	Part des auteurs dont l'âge n'est pas renseigné
Auteurs dans les affaires traitées ¹ (nombre)	66 140	160 432	127 543	488 585	385 607	414 009	95 673	1 927 997	9,9
dont auteurs non poursuivables	24,4	19,6	17,2	20,4	26,1	30,4	35,7	28,2	21,0
Auteurs poursuivables (nombre)	50 030	128 952	105 594	388 774	284 782	288 242	61 511	1 383 616	5,5
dont auteurs avec réponse pénale	92,1	93,6	94,1	92,8	91,9	91,8	91,0	90,4	3,3
Nature de la réponse pénale									
Mesure alternative réussie	71	54	35	31	34	38	49	39	5,8
Composition pénale réussie	1	2	6	6	5	7	9	6	0,2
Poursuite devant une juridiction	28	44	59	63	61	55	42	55	1,9
Jurisdiction de poursuite									
Juge d'instruction	6	5	4	5	4	4	NC	5	25,3
Tribunal correctionnel	2	4	92	91	91	89	85	81	0,7
Juge des enfants	92	91						9	0,1
Tribunal de police	0	0	4	4	5	7	10	5	0,4

1 Un même auteur peut être impliqué dans plusieurs affaires.

Note : la colonne « Ensemble » comprenant les auteurs dont l'âge est inconnu, elle est supérieure à la somme des différents âges et la structure par âge des auteurs traités ne doit pas être comparée directement à celle de l'ensemble. Les auteurs dont l'âge n'est pas renseigné représente 9,9 % de l'ensemble des auteurs. 78 % d'entre eux ne sont pas poursuivables ou ont vu leur affaire classée sans suite pour inopportunité des poursuites. Ceci pourrait indiquer un sous-enregistrement de l'identité des auteurs lorsque l'affaire n'a pas vocation à se prolonger.

Champ : France, auteurs personnes physiques.

Source : ministère de la Justice, SDSE, fichier statistique Cassiopée.